



**Système d'acquisition dynamique pour la fourniture de
véhicules neufs et d'occasion
CCAP/2022-26**

Appel d'offres restreint

**Article L 2124-2 et R2124-2, R2161-6 à R2161-11° du CODE DE LA COMMANDE
PUBLIQUE**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES (CCAP)**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET ET FORME DU CONTRAT	4
Alinéa 1.1 - Objet du marché	4
Alinéa 1.2 - Forme du marché.....	5
ARTICLE 2 - PARTIES EN PRESENCE	5
Alinéa 2.1 - Autorité contractante	5
Alinéa 2.2 – Candidats admis au SAD.....	5
Alinéa 2.3 - Titulaire des marchés spécifiques	5
Alinéa 2.4 - Comptable assignataire	5
ARTICLE 3 – MODALITES DE CANDIDATURE AU SAD	5
Alinéa 3.1 Pièces contractuelles du SAD.....	6
Alinéa 3.2 Durée du SAD	6
ARTICLE 4 – MODALITES DE PASSATION DES MARCHES SPECIFIQUES	6
Alinéa 4.1 – Passation des marchés spécifiques	6
Alinéa 4.2 Objet des marchés spécifiques	6
Alinéa 4.3 Forme des marchés spécifiques	7
Alinéa 4.4 Durée des marchés spécifiques.....	7
Alinéa 4.5 Documents de consultation pour les marchés spécifiques.....	7
Alinéa 4.6 Dossier à remettre et contenu de l'offre pour les marchés spécifiques	7
Alinéa 4.7 Modalités de remise des offres	8
Alinéa 4.8 Evaluation des offres des marchés spécifiques.....	8
Alinéa 4.9 Notification des marchés spécifiques	8
Alinéa 4.10 Pièces contractuelles du marché spécifique.....	8
Alinéa 4.11 Attribution du marché.....	9
Alinéa 4.11 Délai d'exécution du marché spécifique	9
ARTICLE 5 - PRIX DU MARCHÉ SPECIFIQUE	9
Alinéa 5.1 Prix de référence	10
Alinéa 5.2 Contenu du prix	10
ARTICLE 6 - EXÉCUTION DU MARCHÉ SPECIFIQUE.....	10
Alinéa 6.1 Commandes	10
Alinéa 6.2 Modalités de livraison	10
Alinéa 6.3 Documents à fournir lors de la livraison	11
Alinéa 6.4 Prolongation des délais de livraison	11
Alinéa 6.5 Sursis de livraison.....	11
Alinéa 6.6 Constatation de l'exécution des prestations.....	11
Alinéa 6.7 Opération de vérification	11
Alinéa 6.8 Revue générale du véhicule	11
Alinéa 6.9 Décision après vérification	12
Alinéa 6.10 - Obligations du Titulaire	12
Alinéa 6.11 - Garantie	12
ARTICLE 7 - PENALITES POUR RETARD DE LIVRAISON	13
ARTICLE 8 – FERMETURE DU SAD	13
ARTICLE 9 - EXCLUSION D'UN CANDIDAT ADMIS AU SAD.....	13
ARTICLE 10 - RESILIATION D'UN MARCHÉ SPECIFIQUE OU EXECUTION PAR DEFAUT	13
ARTICLE 11 - MODALITES DE REGLEMENT	14
Alinéa 11.1 – Avance	14
Alinéa 11.2 - Retenue de garantie	14
Alinéa 11.3 - Modalités de paiement	14

Alinéa 11.4 - Nantissement	15
ARTICLE 12 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER.....	15
ARTICLE 13 - DIFFERENDS ET LITIGES.....	15
ARTICLE 14 – DEROGATION AU CCAG/FCS.....	16

La convention constitutive du Groupement Hospitalier de Territoire du Loiret (GHT45) a été approuvée par L'Agence Régionale de Santé du Centre Val de Loire par arrêté en date du 30 août 2016.

Ce groupement compte 11 établissements dont 1 hôpital support : le Centre Hospitalier Régional d'Orléans et 10 établissements parties : les Centres Hospitaliers de Beaugency, de Beaune la Rolande, de Fleury les Aubrais, de Gien, de Montargis, de Neuville aux Bois, de Pithiviers et de Sully sur Loire ainsi que les EHAPD de Villecante (DRY) et le Champgarnier (Meung-sur-Loire)

Le présent CCAP a pour objet de fixer les dispositions administratives applicables au marché et de déterminer les conditions de son exécution.

ARTICLE 1 - OBJET ET FORME DU CONTRAT

Alinéa 1.1 - Objet du marché

La présente consultation a pour objet la mise en place d'un système d'acquisition dynamique (SAD) portant sur la présélection d'opérateurs économiques ayant vocation à être mis en concurrence pour l'obtention de marchés spécifiques concernant l'achat de véhicules d'occasion.

Il concerne les établissements suivant du GHT 45 :

- Centre Hospitalier Régional d'Orléans
- CH de Fleury les Aubrais (EPSM Georges Daumézou) ;
- CH de Pithiviers ;
- CH de Montargis.

Les autres établissements membres du GHT 45, cités en préambule, pourront rejoindre le SAD pendant toute la durée de validité du système.

Le SAD est subdivisé en 4 catégories, assimilables à des lots :

Catégorie 1 : véhicule particuliers & véhicules légers utilitaires d'occasion

Nombre de places : 9 maximum

Poids total autorisé en charge (P.T.A.C) : inférieur à 3,5 T.

Nombre d'essieux : 2

Catégorie 2 : Poids lourds d'occasion

Poids total autorisé en charge (P.T.A.C) : supérieur ou égal à 3,5 T.

Nombre d'essieux : 2 à 3

Catégorie 3 : véhicule particuliers & véhicules légers utilitaires neufs

Nombre de places : 9 maximum

Poids total autorisé en charge (P.T.A.C) : inférieur à 3,5 T.

Nombre d'essieux : 2

Catégorie 4 : Poids lourds neufs

Poids total autorisé en charge (P.T.A.C) : supérieur ou égal à 3,5 T.

Nombre d'essieux : 2 à 3

Alinéa 1.2 - Forme du marché

La consultation est lancée selon la procédure de l'appel d'offres restreint en application des articles L.2124-2, R2124-2, R2161-6 à R2161-11 du Code De La Commande Publique.

Le système d'acquisition dynamique (SAD) est passé en application des articles R.2162-37 à R2162-51 du Code De La Commande Publique. Il se définit comme un processus entièrement électronique de passation de marché public, pour des achats d'usage courant, par lequel l'acheteur attribue, après mise en concurrence, un ou plusieurs marchés spécifiques à l'un des opérateurs préalablement sélectionnés.

Le système d'acquisition dynamique (SAD) est défini sans limite de montant (sans minimum, sans maximum). Les quantités indiquées en annexe 1 du Règlement de Consultation sont estimatives, elles ne constituent en aucun cas un engagement contractuel et sont susceptibles d'évoluer à la hausse comme à la baisse en fonction des besoins des établissements.

ARTICLE 2 - PARTIES EN PRESENCE

Alinéa 2.1 - Autorité contractante

Le marché est signé par le Directeur Général du Centre Hospitalier Régional d'Orléans ou par son représentant légal au nom du GHT 45. Dans l'exécution du marché, il est représenté par le Directeur des Achats du GHT 45.

Alinéa 2.2 – Candidats admis au SAD

Pendant toute la durée du SAD, les candidats admis sont invités à répondre autant que possible aux marchés spécifiques lancé par les établissements du GHT45.

Alinéa 2.3 - Titulaire des marchés spécifiques

Les titulaires des marchés spécifiques sont les candidats admis au SAD qui concluront un marché spécifique avec le GHT 45 représenté par le Directeur Général du Centre Hospitalier Régional d'Orléans.

Alinéa 2.4 - Comptable assignataire

Voir annexe 1 du CCAP.

ARTICLE 3 – MODALITES DE CANDIDATURE AU SAD

Le CHR d'Orléans offre, pendant toute la durée de validité du système, un accès libre, direct et complet au document de la consultation.

Le délai d'examen des candidatures est porté à 10 jours. Ce délai est susceptible d'être porté à 15 jours ouvrables, dans le cas où des précisions ou des compléments de candidature sont requis par le pouvoir adjudicateur.

Le CHR d'Orléans notifie via le profil d'acheteur sa décision d'agrément ou de rejet de la candidature.

À tout moment au cours de la période de validité du SAD, le pouvoir adjudicateur peut demander aux candidats admis d'actualiser leur dossier de candidature, dans un délai de cinq jours ouvrables à compter de l'envoi de la demande.

Alinéa 3.1 Pièces contractuelles du SAD

Les pièces contractuelles du SAD sont les suivantes :

- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières dont l'exemplaire conservé dans les archives du Centre Hospitalier Régional d'Orléans fait seul foi ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG/FCS) applicable aux marchés publics de fournitures Courantes et de Services (approuvé par l'arrêté du 30 mars 2023 sauf stipulations contraires au présent Cahier des Clauses Particulières ;
- les Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;

En cas de contradiction entre leurs stipulations, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre de priorité prévu par l'article 4.1 du CCAG-FCS.

Alinéa 3.2 Durée du SAD

Le système d'acquisition dynamique est conclu pour une durée de 4 ans à compter de sa publication. Les candidatures pourront être déposées tout au long de la durée du SAD.

ARTICLE 4 – MODALITES DE PASSATION DES MARCHES SPECIFIQUES

Alinéa 4.1 – Passation des marchés spécifiques

Un premier marché spécifique devra être lancé dans les 10 jours suivants la mise à jour initiale des candidats admis dans le SAD par l'un des établissements du GHT 45.

Des marchés spécifiques peuvent être publiés pendant toute la durée de validité du SAD.

Tous les candidats admis dans le SAD, et seuls ces candidats, sont invités à présenter une offre dans un délai minimal de 10 jours à compter de l'envoi de la lettre d'invitation à soumissionner.

Les candidats ne sont pas dans l'obligation de remettre une offre. Ils pourront toutefois être interrogés pour en connaître la raison.

Alinéa 4.2 Objet des marchés spécifiques

Les marchés spécifiques auront pour objet l'acquisition de véhicules suivant l'une des catégories qui compose le SAD. Plusieurs marchés spécifiques pourront être lancés en même temps.

Le marché spécifique définit précisément les caractéristiques techniques de la fourniture objet du marché.

Alinéa 4.3 Forme des marchés spécifiques

Les « marchés spécifiques » sont entendus comme des « marchés spécifiques passés sur le fondement du SAD » conformément aux articles R.2162-37 à 51 du Code de la Commande Publique.

Conformément aux dispositions des articles R.2162-37 et suivant du Code de la Commande Publique, les partis pourront apporter des modifications substantielles aux termes fixées dans le SAD lors de la passation des marchés fondés sur cet accord. Les établissements préciseront cependant les clauses dérogatoires au CCAP du SAD et la durée.

Alinéa 4.4 Durée des marchés spécifiques

Chaque marché spécifique à sa propre durée de validité (durée de garantie) et ses propres délais d'exécution (délai de livraison).

Alinéa 4.5 Documents de consultation pour les marchés spécifiques

Pour la passation de chaque marché spécifique, le candidat admis dans le SAD sera invité à remettre une offre sur la base des documents de la consultation.

Ces documents comprendront au minimum :

- La lettre de consultation mentionnant, entre autres, la date, l'heure limite et les modalités de remise des offres ;
- Les documents propres à la consultation à savoir :
 - Le Cahier des Charges dont le descriptif technique
 - Un acte d'engagement

Alinéa 4.6 Dossier à remettre et contenu de l'offre pour les marchés spécifiques

Les candidats présenteront, pour chaque marché spécifique, une offre technique ainsi qu'une offre de prix la plus avantageuse possible.

Les offres déposées devront être conformes aux stipulations du SAD et aux documents propres au marché spécifique.

Les candidats remettront au minimum :

- Un acte d'engagement
- Un devis, daté et signé
- Un descriptif technique (délai de livraison, durée de garantie, etc.) accompagnés des fiches techniques des véhicules
- Tout autre document susceptible de démontrer la qualité des prestations attendues

Par soucis de rapidité lors de la notification, il est conseillé aux candidats de fournir l'acte d'engagement (ATTRI 1) renseigné et signé avec leurs offres.

Le candidat pourra indiquer dans son offre, à titre purement indicatif, le taux d'escompte éventuellement consenti en cas de paiement anticipé sous 20 jours à compter de la réception de la facture (Le taux

d'escompte minimum est de 1% l'administration se réserve la possibilité d'accepter ou non toute proposition inférieure au taux précité).

Alinéa 4.7 Modalités de remise des offres

Les modalités de remise des offres sont exclusivement électroniques et telles qu'indiqués dans les documents de consultation du marché spécifique.

Alinéa 4.8 Evaluation des offres des marchés spécifiques

Les critères de sélection des offres susceptibles d'être utilisés dans les marchés spécifiques sont les suivants :

- Prix
- Délai de Livraison
- Délai de Garantie
- Kilométrage pour les véhicules d'occasion
- Année de première mise en service du véhicule pour les véhicules d'occasion
- Etat de la carrosserie pour les véhicules d'occasion
- Caractéristiques techniques du véhicule (Motorisation, équipement...)

Cette liste n'est pas exhaustive.

Par chaque marché spécifique, l'administration se réserve le droit de sélectionner les critères qui seront pertinents au regard de son besoin.

Le détail et la pondération des critères sera indiqué lors de la consultation des marchés spécifiques.

Conformément à l'article R2185-1 du Code de la commande Publique, le pouvoir adjudicateur peut à tout moment mettre fin à la procédure et la déclarer sans suite pour motifs d'intérêt général.

Alinéa 4.9 Notification des marchés spécifiques

Le CHR d'Orléans procédera à la notification du marché spécifique au titulaire.

Alinéa 4.10 Pièces contractuelles du marché spécifique

Les pièces contractuelles du marché spécifique sont les suivantes et en cas de contradiction entre les stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité à minima :

- L'acte d'engagement ;
- L'offre technique et financière
- le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG/FCS) applicable aux marchés publics de fournitures Courantes et de Services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2023 sauf stipulations contraires au présent Cahier des Clauses Particulières ;

Le marché est établi en un seul original conservé par l'administration qui fait parvenir un exemplaire unique copie de l'acte d'engagement au Titulaire du marché.

Le marché n'est définitif et n'engage le GHT 45 qu'à compter de la date de réception de la notification par le Titulaire du marché.

Alinéa 4.11 Attribution du marché

4.11.1- Documents à fournir

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra fournir dans un délai fixé, les documents suivants :

- les attestations et certificats prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales, conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique. Le candidat établi à l'étranger produit un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine.
- le cas échéant, le candidat produit les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail.
- un extrait Kbis ou équivalent ;
- en cas de redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés.

Passé ce délai, la demande sera faite auprès du candidat classé n° 2 qui sera alors désigné attributaire et ainsi de suite.

Conformément aux dispositions de l'article R 2343-14 du Code De La Commande Publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Par soucis de rapidité lors de la notification, il est conseillé aux candidats de fournir ces documents au stade de la candidature.

4.11.2 Mise au point

Il peut être demandé au candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché une mise au point, permettant de clarifier les aspects de son offre ou de confirmer les engagements figurant dans celle-ci. Cette demande ne peut avoir pour objet de modifier des éléments substantiels de l'offre.

Alinéa 4.11 Délai d'exécution du marché spécifique

Le délai de livraison est indiqué dans l'offre du titulaire. Il commence à compter de la date de réception du bon de commande par le titulaire.

Tout non-respect de ces délais entraînera l'application des pénalités, comme indiqué à l'article 7 du présent CCAP.

ARTICLE 5 - PRIX DU MARCHÉ SPECIFIQUE

Alinéa 5.1 Prix de référence

Les prix de référence sont les prix unitaires nets HT qui figurent dans le devis de chaque marché spécifique. Ils sont réputés être établis aux conditions économiques du mois de dépôt de l'offre.

Les prix sont déclarés fermes pour toute la durée du marché spécifique. Ils ne sont pas actualisables.

Alinéa 5.2 Contenu du prix

Les prix sont réputés comprendre :

- toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations,
- les frais d'immatriculation, de carte grise, de vignette Critic'Air
- les frais de manutention jusque dans les établissements du GHT 45
- toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

ARTICLE 6 - EXÉCUTION DU MARCHÉ SPECIFIQUE

Alinéa 6.1 Commandes

Le bon de commande précise :

- la référence au marché ;
- la désignation de la fourniture ;
- la quantité commandée ;
- le prix d'engagement correspondant au prix marché
- le lieu et la date (ou délai) de livraison ;
- l'adresse de facturation.

Toute fourniture livrée en dehors d'un bon de commande régulier demeure à la charge personnelle du Titulaire, sans recours possible contre l'administration qui ne répond ni de la conservation ni de la restitution de la fourniture.

Alinéa 6.2 Modalités de livraison

La date de livraison est fixée par le bon de commande conformément aux délais de livraison sur lesquels le Titulaire du marché s'est engagé expressément dans son offre.

Le lieu et les conditions de réception seront indiqués sur les bons de commande. L'équipement est livré à destination sans frais supplémentaire.

Le Titulaire est responsable du mode de transport de ses produits. Les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination ainsi que les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement et d'arrimage incombent au Titulaire.

Toute livraison doit être accompagnée d'un bon de livraison. Il doit être établi un bon de livraison distinct pour chaque bon de commande.

Alinéa 6.3 Documents à fournir lors de la livraison

Lors de la livraison, le titulaire devra remettre les documents suivants :

- Toute la documentation technique rédigée en langue française, nécessaire à une utilisation et un fonctionnement correct du matériel livré et à son entretien courant. Il s'engage également à fournir les éventuels rectificatifs, rédigés **en langue française**, sans supplément de prix.
- Le carnet d'entretien du véhicule
- Le certificat de garantie
- La carte grise
- La vignette Critic'Air
- Le certificat et plaque d'immatriculation

Les documents devront être des originaux parfaitement lisibles.

La réception définitive du matériel ne sera pas prononcée en l'absence de ces documents.

Alinéa 6.4 Prolongation des délais de livraison

En cas de circonstances exceptionnelles, et en application de l'article 13.3 du CCAG/FCS, le titulaire peut demander une prolongation du délai de livraison. Cette demande sera adressée au pouvoir adjudicateur avant l'expiration du délai d'exécution.

Le titulaire peut transmettre sa demande par mail ou par envoi en recommandé avec accusé de réception. Elle indiquera la durée du retard lorsque celle-ci sera déterminée avec précision, ainsi que les causes de force majeure qui empêchent l'exécution de la prestation.

Le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire sa décision par écrit en recommandé avec accusé de réception.

Alinéa 6.5 Sursis de livraison

Un sursis de livraison peut être accordé, par le pouvoir adjudicateur, au Titulaire du marché conformément au CCAG/FCS.

Alinéa 6.6 Constatation de l'exécution des prestations

La réalisation de chaque prestation distincte fait l'objet de vérifications et de décision distinctes.

Alinéa 6.7 Opération de vérification

Les opérations de vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées conformément aux dispositions du CCAG-FCS.

Alinéa 6.8 Revue générale du véhicule

Les deux parties procéderont avant sa réception à une revue générale du véhicule qui fera l'objet d'un procès-verbal.

La personne publique se réserve le droit de ne pas réceptionner le véhicule ou d'émettre des réserves si cette revue générale fait apparaître des malfaçons ou non conformités au cahier des charges. Le

titulaire devra prendre en charge, les adaptations demandées conformément au cahier des charges, sans qu'il puisse élever de contestation ni imposer un supplément de prix.

Alinéa 6.9 Décision après vérification

Suite aux vérifications, la décision sera prononcée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues au CCAG-FCS. En cas de rejet de fourniture non-conformes à la commande ou aux stipulations du marché, les frais de retour sont à la charge du titulaire.

Alinéa 6.10 - Obligations du Titulaire

6.10.1 - Clause de confidentialité

Dans le cadre du présent marché, toute personne intervenant sur les sites du GHT 45 est soumise au secret, conformément aux dispositions de l'article L. 1110-4 alinéa 2 du Code de la Santé Publique. Ce secret couvre toutes les informations confidentielles ou non, confiées ou constatées, se rapportant au patient lui-même ou à des tiers (famille, proches du malade ...) que leur révélation soit potentiellement nuisible ou pas.

6.10.2 Respect du règlement intérieur des établissements du GHT 45

Le prestataire se conformera impérativement au règlement intérieur des établissements du GHT 45 ainsi qu'aux règles propres à certains services, notamment en cas d'interventions ou de déplacements dans des secteurs sensibles ou protégés.

Ce règlement sera fourni sur demande du titulaire.

6.10.3 Assurances

Le Titulaire devra justifier dans un délai de quinze jours, à compter de la notification du présent marché, d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, conformément aux articles R 321-1 et suivants, du Code des Assurances, garantissant sa responsabilité civile au titre de ce marché.

6.10.4 Sous-traitance

En aucun cas le Titulaire du marché ne pourra sous-traiter à d'autres entreprises les prestations faisant l'objet du présent marché, sans avoir au préalable obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Le Titulaire du marché, en cas de sous-traitance, demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations du marché.

Alinéa 6.11 - Garantie

La durée de garantie est celle proposée par le Titulaire dans son offre. Elle ne pourra en aucun cas être inférieure à 6 mois pour les véhicules d'occasion et à 1 an pour les véhicules neufs.

Le point de départ de la garantie correspond à la date du jour de la livraison des matériels, objets du marché.

Sauf exclusion expressément mentionnée par le Titulaire dans son offre, la garantie s'applique à l'ensemble des pièces, la main d'œuvre, les frais de port et d'envoi des pièces et les frais de déplacement.

Cette garantie devra être nationale.

ARTICLE 7 - PENALITES POUR RETARD DE LIVRAISON

Le Titulaire du marché encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités en cas de non-respect du délai de livraison précisé dans son offre. Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, le montant de la pénalité est forfaitaire et est égale à 250 € par semaine de retard.

Elles seront appliquées d'office sur la facture litigieuse correspondante.

Les établissements se réserve le droit d'accepter une prolongation du délai annoncé et argumenté par le titulaire si nécessaire.

ARTICLE 8 – FERMETURE DU SAD

Il peut être mis fin au système d'acquisition dynamique sur décision du CHR d'Orléans. Cette décision est notifiée aux candidats admis et n'emporte pas de conséquence sur les marchés spécifiques conclus.

La fin anticipée du système n'ouvre droit à aucune indemnité.

ARTICLE 9 - EXCLUSION D'UN CANDIDAT ADMIS AU SAD

Le pouvoir adjudicateur peut prononcer sans indemnité, l'exclusion à l'égard de tout candidats admis dans le SAD.

Cette décision ne peut intervenir qu'après que l'opérateur en ait été informé et invité à présenter ses observations dans un délai de 15 jours dès réception de la décision d'exclusion.

L'exclusion prend effet à la date fixée dans la décision ou à la date de la notification de cette décision. Cette exclusion peut intervenir pour un candidat dont le marché spécifique, en tant que titulaire, a été résilié pour faute par le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 10 - RESILIATION D'UN MARCHE SPECIFIQUE OU EXECUTION PAR DEFAUT

Il sera fait application des dispositions du chapitre 7 du CCAG FCS.

Conformément au Code de la commande Public, lorsque le titulaire du marché spécifique est, au cours de la procédure de passation ou d'exécution, placé dans une des situations mentionnées aux articles L. 2141-1 0 I2141-11 du Code de la Commande Public ayant pour effet de l'exclure, le marché spécifique pourra être résilié pour ce motif. Le titulaire informe sans délai le pouvoir adjudicateur de ce changement de situation.

En cas d'inexécution temporaire ou mauvaise exécution de la part du fournisseur, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit :

- Soit de décider de résilier le marché conformément aux dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS dans le cas où l'inexécution serait prolongée ou d'une particulière gravité au regard du marché
- Soit de recourir à l'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire défaillant. L'augmentation des dépenses, par rapport au prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 11 - MODALITES DE REGLEMENT

Alinéa 11.1 – Avance

Ces modalités seront déterminées dans les marchés spécifiques.

Alinéa 11.2 - Retenue de garantie

Ces modalités seront déterminées dans les marchés spécifiques.

Alinéa 11.3 - Modalités de paiement

11.3.1 - Etablissement des factures

Conformément à l'ordonnance du 26 juin 2014 toutes les factures seront dématérialisées.

Les factures doivent être envoyées de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le portail sécurisé Chorus Portail Pro de l'Etat à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Voir annexe 1 du présent CCAP.

11.3.2 - Délai de paiement

Le paiement est effectué par mandat administratif, après service fait, sur présentation de la facture dans un délai maximum de 50 jours à compter de la date de réception de celle-ci.

Afin d'éviter des retards de mandatement, le Titulaire du marché s'engage à notifier au Pouvoir adjudicateur tout changement survenant au cours de l'exécution du marché affectant :

- la personne ayant qualité pour le représenter,
- la forme de l'entreprise,
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination,
- son adresse postale ou celle de son siège social,
- la cession d'une ou de différentes activités,
- l'acquisition d'une nouvelle activité,
- son adresse bancaire, ...

Le paiement des factures sera suspendu tant que l'administration ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la signature d'une modification du marché éventuel.

11.3.3 - Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai précité donne droit au versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires commencent à courir, majoré de huit points conformément à l'article R. 2192-31 du Code De La Commande Publique.

Alinéa 11.4 - Nantissement

Le marché peut être mis en nantissement dans les conditions prévues aux articles R 2191-45 et suivants du Code De La Commande Publique.

Si le Titulaire du marché souhaite céder ou nantir sa créance, il devra en faire la demande à l'administration. Cette demande devra être accompagnée de l'exemplaire unique de l'acte d'engagement qui lui a été délivrée. L'acte d'engagement complété sera retourné au Titulaire du marché par lettre recommandée.

ARTICLE 12 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

La monnaie de comptes du marché est l'euro(s). Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

ARTICLE 13 - DIFFERENDS ET LITIGES

En cas de différend entre elles au sujet de l'interprétation ou de l'exécution du marché, les parties s'efforceront de trouver une solution amiable à leur différend.

Si aucune solution n'est trouvée et entérinée par un accord écrit et signé par les représentants des deux parties ou si une réunion de discussion n'a pu être organisée, la procédure amiable sera considérée comme terminée et le différend sera soumis à la compétence du Tribunal Administratif d'Orléans.

Pour tout renseignement concernant l'introduction d'un recours, il appartiendra au Titulaire du marché de contacter le greffe du Tribunal Administratif d'Orléans :

28, rue de la Bretonnerie

45057 ORLEANS Cedex
Telephone : 02.38.77.59.00
Telecopie : 02.38.53.85.16
Courriel : greffe.ta-orleans@juradm.fr

ARTICLE 14 – DEROGATION AU CCAG/FCS

Il est deroge au CCAG/FCS pour les articles suivants :

CCAP	CCAG/FCS
7	14
6.11	33